L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI, 8 MAI 1891.

PETITES ANNONCES.

FLAUBUMIER & CO., Imprimeurs-Relieurs, No 21 rue de l'Union entre Carondelet et de Chartres, Nouvelle-Orléans, Louisiane.

Etiquettes de Pharmaciens, imprimées et couvertes depuis 25c. la salle. 15 mars—1 an

DEMANDES.

ON demande—Des jeunes filles désirant apprendre un métier lucratif—Fleurs artificielles et paddions an cr. (Payées en augmentant). S'adresser chez Mme Garnier, 135 Royale.

7 mai—20

ON demande—Un apprenti serrurier qui a déjà travaillé dans le métier. S'adresser à Mangin, 73 Ste-Anne. 3 mai—77

A VENDRE.

UN cheval de Chevaux du Texas, de 4 1/2 à 5 1/2 mains de hauteur, s'attelant seul ou à deux; aussi quelques Chevaux de selle. Venez nous voir au Stock Landing.—Crowley & Flestit. 3 mai—37

A VENDRE—Quatre machines Buckeye relativement neuves—15x18 cylindre. Volant (Fly wheel) 9 pieds 6 pouces face. Scies à Disque et cut-off automatiques. Pour détails s'adresser au bureau de Louisiana Electric Light Company, 52 rue Union. 1er mai—

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de William Louis Alfred Sorbé.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 32,984—Division D—Ordre de Cour.—Attendu que Louis Alfred Sorbé, de la ville de Bordeaux, république de France, autrefois naturelle de ses enfants mineurs Marie Suzanne Sorbé, Jean Louis à fred Sorbé et Adolphe Ophrisille Edouard Sorbé, décédé en cette cour l'autorisation de prendre possession de et de transférer de l'Etat de la Louisiane la propriété appartenant aux dits mineurs. Avis est par le présent donné à qui cela concerne de donner les raisons dans les trente jours qui suivront la première publication de cet avis pourquoi l'autorisation de la dite gardienne ne serait pas accordée.

Nouvelle-Orléans, 5 mai 1891.

HUGUES J. LAVERGNE,
Député Greffier.

7 mai—7 13 20 27

Succession de H. W. Allen.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 32,605—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par W. C. Alexander, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

6 mai—6 10 15

Succession de H. W. Brown.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 32,864—Division E. Attendu que Junius Hart a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu H. W. Brown, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

3 mai—3 8 12

Succession de George A. Oakes.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 32,852—Division C. Attendu que George Oakes a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu George A. Oakes, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

avril—30—mai 5 9

Succession de Mme John C. Finney.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 32,972—Division D. Attendu que John C. Finney a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Rebecca C. L. Finney, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

avril—30—mai 5 9

Succession de Bridget Nash.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 20,369—Division D. Avis est par la présente donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par T. Q. Quaid et Timothy Feahney, curateurs testamentaires de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

avril—29—3 8 mai

Succession de E. L. Brown.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 32,864—Division E. Attendu que Junius Hart a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu E. L. Brown, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

3 mai—3 8 12

Succession de George A. Oakes.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 32,852—Division C. Attendu que George Oakes a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu George A. Oakes, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

7 mai—30—mai 5 9

Succession de Mme John C. Finney.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 32,972—Division D—Ordre de Cour.—Edward Keena vs ses créanciers.—Qu'une réunion de créanciers de Edward Keena, insolvable, soit et le présent ordonnée et tenue par devant John J. Barnett, Esq., notaire, en son bureau, situé rue du Camp, en cette ville, le MERCREDI, 13e jour de juin 1891, dans la dite ville, pour l'octroi de la vente de la propriété réunie aux dettes affaire et de fixer les termes et conditions de la vente et de tous autres affaires qui pourront leur être soumises.

Nouvelle-Orléans, 1er mai 1891.

[Signé] H. E. HIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
1er mai—3 7 an 8 juin

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile du District pour la paroisse d'Orléans.—No 32,797—Division C.—E. J. Zeringue vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Jeff. C. Wenck, esq., notaire, en son bureau, No 158 rue Commerce, en cette ville, le LUNDI, 11e jour de mai 1891, dans le but de prendre en considération et de délibérer sur les affaires du dit E. J. Zeringue, débiteur en vertu de cet ordre et à la décharge du dit pétitionnaire et pour autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans les trente jours de toutes procédure contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que C. Elliott, Esq., soit nommé pour les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 24 avril 1891.

(Signé) THOS. C. W. ELLIS,
Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
25 avril—30 et 30 mai

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans—No 32,736—Division E.—Joaquin Sambeis vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des dits créanciers de Joaquin Sambeis soit et par le présent acceptée par la Cour et tenue pardevant Marcel T. Dutrey, Esq., notaire public, en son bureau, No 1238 rue Gravier, en cette ville, le LUNDI, 25me jour de mai 1891, le but de délibérer sur les affaires du dit débiteur et de choisir un syndic, voter pour ou contre la demande du pétitionnaire pour l'autorisation de prendre possession de ses raisons dans les trente jours de la première publication de cet avis pourquoi l'autorisation de la dite gardienne ne serait pas accordée.

Nouvelle-Orléans, 1 mai, 2 avril 1891.

HUGUES J. LAVERGNE,
Député Greffier.

avril—30 an 30

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans—No 32,984—Division C.—Jean Caldor & ux vs leurs créanciers.—Ordre de Cour.—Attendu que toutes procédure contre la raison sociale de Caldor & Co. et contre les membres et propriétaires composant icelle ont suspendues, et qu'une réunion des créanciers de la dite raison sociale soit convoquée et tenue pardevant Jno. D. Fay, notaire, en cette ville, après notice légal, le MARDI 9me jour de juin 1891 à 11 heure A. M., pardevant Jno D. Fay, notaire, en cette ville, en son bureau No 78 rue Commerce, pour délibérer sur l'application de la dite raison sociale de John Caldor & Co pour un répit de un, deux et trois ans, de la dite dette ainsi qu'il soit accordé.

Nouvelle-Orléans, Lne., 5 mai 1891.

Signé: F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
6 mai—an 9 juin

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—No 28,972—Division D.—Ordre de Cour.—Edward Keena vs ses créanciers.—Qu'une réunion des créanciers de Edward Keena, insolvable, soit et le présent ordonnée et tenue par devant John J. Barnett, Esq. notaire, en son bureau, situé rue du Camp, en cette ville, le MERCREDI, 13e jour de juin 1891, dans le but de délibérer sur la vente de la propriété réunie aux dettes affaire et de fixer les termes et conditions de la vente et de tous autres affaires qui pourront leur être soumises.

Nouvelle-Orléans, 1er mai 1891.

[Signé] H. E. HIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
1er mai—3 7 an 8 juin

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile du District pour la paroisse d'Orléans.—No 32,797—Division C.—E. J. Zeringue vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des dits créanciers de E. J. Zeringue soit et est acceptée par la cour pour le bénéfice de ses créanciers et il est ordonné que les créanciers de dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Jeff. C. Wenck, esq., notaire, en son bureau, No 158 rue Commerce, en cette ville, le LUNDI, 11e jour de mai 1891, dans le but de prendre en considération et de délibérer sur les affaires du dit E. J. Zeringue, débiteur en vertu de cet ordre et à la décharge du dit pétitionnaire et pour autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans les trente procédures judiciaire contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que C. Elliott, Esq., soit nommé pour les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 24 avril 1891.

(Signé) THOS. C. W. ELLIS,
Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
25 avril—30 et 30 mai

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans—No 32,736—Division E.—Joaquin Sambeis vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des dits créanciers de Joaquin Sambeis soit et par le présent acceptée par la Cour et tenue pardevant Marcel T. Dutrey, Esq., notaire public, en son bureau, No 1238 rue Gravier, en cette ville, le LUNDI, 25me jour de mai 1891, le but de délibérer sur les affaires du dit débiteur et de choisir un syndic, voter pour ou contre la demande du pétitionnaire pour l'autorisation de prendre possession de ses raisons dans les trente jours de la première publication de cet avis pourquoi l'autorisation de la dite gardienne ne serait pas accordée.

Nouvelle-Orléans, 1 mai, 2 avril 1891.

HUGUES J. LAVERGNE,
Député Greffier.

avril—30 an 30

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—No 32,984—Division C.—Jean Caldor & ux vs leurs créanciers.—Ordre de Cour.—Attendu que toutes procédure contre la raison sociale de Caldor & Co. et contre les membres et propriétaires composant icelle ont suspendues, et qu'une réunion des créanciers de la dite raison sociale soit convoquée et tenue pardevant Jno. D. Fay, notaire, en cette ville, après notice légal, le MARDI 9me jour de juin 1891 à 11 heure A. M., pardevant Jno D. Fay, notaire, en cette ville, en son bureau No 78 rue Commerce, pour délibérer sur l'application de la dite raison sociale de John Caldor & Co pour un répit de un, deux et trois ans, de la dite dette ainsi qu'il soit accordé.

Nouvelle-Orléans, Lne., 5 mai 1891.

Signé: F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
6 mai—an 9 juin

Succession de Joseph H. Mobin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 30,799.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Jane Finnegan, exécutrice testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

avril—29—3 8 mai

Succession de E. L. Brown.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 32,864—Division E. Attendu que Junius Hart a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu E. L. Brown, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

3 mai—3 8 12

Succession de George A. Oakes.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 32,852—Division C. Attendu que George Oakes a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu George A. Oakes, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

avril—30—mai 5 9

Succession de Mme John C. Finney.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 32,972—Division D. Attendu que John C. Finney a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Rebecca C. L. Loof, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

avril—30—mai 5 9

Succession de Bridget Nash.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 20,369—Division D. Avis est par la présente donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par T. Q. Quaid et Timothy Feahney, curateurs testamentaires de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

avril—29—3 8 mai

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans—No 32,736—Division E.—Joaquin Sambeis vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des dits créanciers de Joaquin Sambeis soit et par le présent acceptée par la Cour et tenue pardevant Marcel T. Dutrey, Esq., notaire public, en son bureau, No 1238 rue Gravier, en cette ville, le LUNDI, 25me jour de mai 1891, le but de délibérer sur les affaires du dit débiteur et de choisir un syndic, voter pour ou contre la demande du pétitionnaire pour l'autorisation de prendre possession de ses raisons dans les trente jours de la première publication de cet avis pourquoi l'autorisation de la dite gardienne ne serait pas accordée.

Nouvelle-Orléans, 1 mai, 2 avril 1891.

HUGUES J. LAVERGNE,
Député Greffier.

avril—30 an 30

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—No 32,984—Division C.—Jean Caldor & ux vs leurs créanciers.—Ordre de Cour.—Attendu que toutes procédure contre la raison sociale de Caldor & Co. et contre les membres et propriétaires composant icelle ont suspendues, et qu'une réunion des créanciers de la dite raison sociale soit convoquée et tenue pardevant Jno. D. Fay, notaire, en cette ville, après notice légal, le MARDI 9me jour de juin 1891 à 11 heure A. M., pardevant Jno D. Fay, notaire, en cette ville, en son bureau No 78 rue Commerce, pour délibérer sur l'application de la dite raison sociale de John Caldor & Co pour un répit de un, deux et trois ans, de la dite dette ainsi qu'il soit accordé.

Nouvelle-Orléans, Lne., 5 mai 1891.

Signé: F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
6 mai—an 9 juin

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—No 28,972—Division D.—Ordre de Cour.—Edward Keena vs ses créanciers.—Qu'une réunion des créanciers de Edward Keena, insolvable, soit et le présent ordonnée et tenue par devant John J. Barnett, Esq. notaire, en son bureau, situé rue du Camp, en cette ville, le MERCREDI, 13e jour de juin 1891, dans le but de délibérer sur la vente de la propriété réunie aux dettes affaire et de fixer les termes et conditions de la vente et de tous autres affaires qui pourront leur être soumises.

Nouvelle-Orléans, 1er mai 1891.

[Signé] H. E. HIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
1er mai—3 7 an 8 juin

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile du District pour la paroisse d'Orléans.—No 32,797—Division C.—E. J. Zeringue vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des dits créanciers de E. J. Zeringue soit et est acceptée par la cour pour le bénéfice de ses créanciers et il est ordonné que les créanciers de dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Jeff. C. Wenck, esq., notaire, en son bureau, No 158 rue Commerce, en cette ville, le LUNDI, 11e jour de mai 1891, dans le but de prendre en considération et de délibérer sur les affaires du dit E. J. Zeringue, débiteur en vertu de cet ordre et à la décharge du dit pétitionnaire et pour autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans les trente procédures judiciaire contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que C. Elliott, Esq., soit nommé pour les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 24 avril 1891.

(Signé) THOS. C. W. ELLIS,
Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
25 avril—30 et 30 mai

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans—No 32,736—Division E.—Joaquin Sambeis vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des dits créanciers de Joaquin Sambeis soit et par le présent acceptée par la Cour et tenue pardevant Marcel T. Dutrey, Esq., notaire public, en son bureau, No 1238 rue Gravier, en cette ville, le LUNDI, 25me jour de mai 1891, le but de délibérer sur les affaires du dit débiteur et de choisir un syndic, voter pour ou contre la demande du pétitionnaire pour l'autorisation de prendre possession de ses raisons dans les trente jours de la première publication de cet avis pourquoi l'autorisation de la dite gardienne ne serait pas accordée.

Nouvelle-Orléans, 1 mai, 2 avril 1891.

HUGUES J. LAVERGNE,
Député Greffier.

avril—30 an 30

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans—No [illegible]—Division E.—[illegible] vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Attendu que [illegible] a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu [illegible], décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

3 mai—3 8 12

PRIX DU BILLET:

Entier, $20; Demi, $10; Quart, $5; Dixième, $2; Vingtième, $1.

Prix pour les clubs, 22 fractions de billets de $1 pour $20.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous paierons tous les frais et nous payons d'avance les frais d'express sur les BILLETS et les LISTES DE LOTS, qu'on voyie à nos correspondants.

Adresse à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Congrès ayant passé des lois défendant aux Compagnies d'Express de transporter les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de lots, jusqu'à ce que les Tribunaux aient accordé Nos Droits comme Institution d'Etat. Les autorités postales nous empêchent de livrer toutes lettres ORDINAIRES adressées à Paul Conrad, mais ne lui feront pas parvenir les lettres ENREGISTRÉES à son adresse.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage au nombre voulu, par Express, aux frais de souscripteurs.

ATTENTION.—La charte actuelle de la Compagnie de la Loterie de l'Etat de la Louisiane qui fait partie de la Constitution de l'Etat et qui en vertu d'un arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis, est un contrat inviolable entre l'Etat et la Compagnie de la Loterie, demeure en vigueur environ et contre tout, CINQ ANS DE PLUS, JUSQU'EN 1895.

Le public de la Louisiane n'est ajourné à aucune élection à voter à une majorité des électeurs dans chaque Chambre pour soumettre au peuple la question qui est ou non la Loterie sera continuée de 1895 à 1919. L'impression générale est que LE PEUPLE SERA FAVORABLE A CETTE CONTINUATION.

N. B.—Les billets pour le tirage du mois d'Avril, et les tirages suivants, porteront la signature de son nouveau président PAUL CONRAD.

Il y a nuit de syndicats intéressés et malhonnêtes à travailler sur le marché pour lesquels les vendeurs reçoivent d'énormes commissions, que les acheteurs doivent y faire attention, et se protéger en achetant les BILLETS DE LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE et pas d'autres, s'ils veulent la chance de les gagner.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et sa franchise a été renouvelée comme faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires auront lieu mensuellement (Juin et Décembre) et les grands tirages semi-annuels (Janvier et Juillet) tous les autres dix mois de l'année, et ont lieu tous en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Exclusivité depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, attestée ainsi qu'il suit :

Nous désirons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semi-annuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 12 MAI 1891.

GROS LOT:

$300,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$300,000, soit	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
10 Lots de	1,000,	10,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	300,	60,000
800 Lots de	100,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de	$500, soit	$50,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$300,	30,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de $100, soit	$99,900
999 Lots de $100,	99,900
2,134 Lots se montant à	$1,054,600

PRIX DU BILLET:

Entier, $20; Demi, $10; Quart, $5; Dixième, $2; Vingtième, $1.

Prix pour les clubs, 22 fractions de billets de $1 pour $20.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous paierons tous les frais et nous payons d'avance les frais d'express sur les BILLETS et les LISTES DE LOTS, qu'on voyie à nos correspondants.

Adresse à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Congrès ayant passé des lois défendant aux Compagnies d'Express de transporter les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de lots, jusqu'à ce que les Tribunaux aient accordé Nos Droits comme Institution d'Etat. Les autorités postales nous empêchent de livrer toutes lettres ORDINAIRES adressées à Paul Conrad, mais ne lui feront pas parvenir les lettres ENREGISTRÉES à son adresse.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage au nombre voulu, par Express, aux frais de souscripteurs.

ATTENTION.—La charte actuelle de la Compagnie de la Loterie de l'Etat de la Louisiane qui fait partie de la Constitution de l'Etat et qui en vertu d'un arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis, est un contrat inviolable entre l'Etat et la Compagnie de la Loterie, demeure en vigueur environ et contre tout, CINQ ANS DE PLUS, JUSQU'EN 1895.

Le public de la Louisiane n'est ajourné à aucune élection à voter à une majorité des électeurs dans chaque Chambre pour soumettre au peuple la question qui est ou non la Loterie sera continuée de 1895 à 1919. L'impression générale est que LE PEUPLE SERA FAVORABLE A CETTE CONTINUATION.

N. B.—Les billets pour le tirage du mois d'Avril, et les tirages suivants, porteront la signature de son nouveau président PAUL CONRAD.

Il y a nuit de syndicats intéressés et malhonnêtes à travailler sur le marché pour lesquels les vendeurs reçoivent d'énormes commissions, que les acheteurs doivent y faire attention, et se protéger en achetant les BILLETS DE LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE et pas d'autres, s'ils veulent la chance de les gagner.

Les Plans de nos Tirages quotidiens peuvent être vus en tout temps dans toutes nos succursales.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

Plus d'Un Million distribué.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et sa franchise a été renouvelée comme faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires auront lieu mensuellement (Juin et Décembre) et les grands tirages semi-annuels (Janvier et Juillet) tous les autres dix mois de l'année, et ont lieu tous en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Exclusivité depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, attestée ainsi qu'il suit :

Nous désirons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semi-annuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 12 MAI 1891.

GROS LOT:

$300,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$300,000, soit	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
10 Lots de	1,000,	10,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	300,	60,000
800 Lots de	100,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de	$500, soit	$50,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$300,	30,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de $100, soit	$99,900
999 Lots de $100,	99,900
2,134 Lots se montant à	$1,054,600

PRIX DU BILLET:

Entier, $20; Demi, $10; Quart, $5; Dixième, $2; Vingtième, $1.

Prix pour les clubs, 22 fractions de billets de $1 pour $20.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous paierons tous les frais et nous payons d'avance les frais d'express sur les BILLETS et les LISTES DE LOTS, qu'on voyie à nos correspondants.

Adresse à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Congrès ayant passé des lois défendant aux Compagnies d'Express de transporter les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de lots, jusqu'à ce que les Tribunaux aient accordé Nos Droits comme Institution d'Etat. Les autorités postales nous empêchent de livrer toutes lettres ORDINAIRES adressées à Paul Conrad, mais ne lui feront pas parvenir les lettres ENREGISTRÉES à son adresse.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage au nombre voulu, par Express, aux frais de souscripteurs.

ATTENTION.—La charte actuelle de la Compagnie de la Loterie de l'Etat de la Louisiane qui fait partie de la Constitution de l'Etat et qui en vertu d'un arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis, est un contrat inviolable entre l'Etat et la Compagnie de la Loterie, demeure en vigueur environ et contre tout, CINQ ANS DE PLUS, JUSQU'EN 1895.

Le public de la Louisiane n'est ajourné à aucune élection à voter à une majorité des électeurs dans chaque Chambre pour soumettre au peuple la question qui est ou non la Loterie sera continuée de 1895 à 1919. L'impression générale est que LE PEUPLE SERA FAVORABLE A CETTE CONTINUATION.

N. B.—Les billets pour le tirage du mois d'Avril, et les tirages suivants, porteront la signature de son nouveau président PAUL CONRAD.

Il y a nuit de syndicats intéressés et malhonnêtes à travailler sur le marché pour lesquels les vendeurs reçoivent d'énormes commissions, que les acheteurs doivent y faire attention, et se protéger en achetant les BILLETS DE LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE et pas d'autres, s'ils veulent la chance de les gagner.

Les Plans de nos Tirages quotidiens peuvent être vus en tout temps dans toutes nos succursales.

Commissaires.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Par le Shérif Civil.

Vente de vente et mauvif magasin en briques à trois étages portant le No 66 de la rue Tchoupitoulas

s'étendant jusqu'à la rue du Commerce, et garantant le No 11, situé dans la paroisse commerçante de la ville;

Aussi,

Une propriété de valeur, magasin et maison de résidence formant le coin de la rue Magazine et de l'avenue de la Louisiane, portant le No 917 rue Magazine.

Aussi, les trois jolis et désirables contiguës, portant les Nos 915, 913 et 911 rue Magazine.

De même que

Les deux charmants cottages No 169 Avenue de la Louisiane, formant le coin de la rue du Camp, et la

No 167 de l'Avenue de la Louisiane.

Selon Plans exposé à la Bourse.

Dans l'affaire de

Joseph A. Dare vs Philippe Thompson

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 32,499.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, le procédural à la vente à l'encan, à la Bourse des Encaissements, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et le Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI 30 mai 1891, à midi, de la propriété ci-dessus décrite, ensemble avec toutes et chacune des bâtisses et améliorations, droits, passages, privilèges et tous et quelconques appartenant ou qui en sont dans la vente des dits lots.

Les magasins ci-dessus et les améliorations seront vendus sujets aux différents baux qui auront à courir le 30 septembre 1891. Les conditions mentionnées au moment de la vente en avant sur applies lors ou aux bureaux des encaisseurs. Possession et la loyer à différents pour la propriété sont retenus jusqu'au 1er juillet 1891.

Conditions de la vente—Un tiers en plus comptant et à être approuvés, et le reste à un et deux ans de crédit, avec intérêt à raison de sept pour cent par an à partir de la date jusqu'au paiement effectif, l'après-midi par des billets d'acquérours garantis privilèges de vendeurs et hypothèque spéciale et expresse sur les propriétés vendue, transfert de la police d'assurances, et toutes les clauses usuelles de sécurité. Les acquéreurs feront paiement des taxes de 1891 en sus du prix de vente, et paieront les frais de cette vente.

Actes de vente aux frais des acquéreurs pardevant Wm. Morgan Gurley, notaire.

Dimi—5 16 23 30—juin 6

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété de valeur dans le Sixième District.

Michael McQuade vs Wm. J. Woodruff.

COUR CIVILE DE DISTRIC